

LE TEMPS

L'avenir économique de la Russie

Le Temps, Charles Wyplosz, 12 mai 2022

S'il est un endroit au monde où l'on peut observer une véritable stagflation, c'est en Russie. Le niveau d'activité est en chute et l'inflation en pleine ascension. Mais peut-on envisager un pronostic à long terme sans faire de la science-fiction? Ça vaut la peine d'essayer, au risque de se tromper.



CHARLES WYPLOSZ

La Russie achète une grande part de ses biens de consommation qu'elle paye avec les revenus de ses exportations de pétrole, gaz et quantité de matières premières. Les sanctions ont rapidement réduit ses importations sans, pour l'instant, tarir ses exportations. Les Russes ne trouvent plus dans les magasins ce qu'ils avaient l'habitude d'acheter, donc ils épargnent et l'activité s'est réduite. Mais l'Etat et les «entreprises amies» continuent d'empocher les très substantiels revenus des exportations. Le rouble a chuté dans les jours qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine parce que les sanctions avaient rendu difficile l'accès aux devises étrangères. Il est remonté parce que la banque centrale de Russie – en de bonnes mains compétentes, contrairement à l'armée – a fait le nécessaire. Elle a brutalement augmenté le taux d'intérêt pour rendre le rouble plus attrayant, et a institué un contrôle des changes draconien, pour bloquer la demande de devises (hors marché noir). Ces deux mesures, cependant, ont un effet dépressif sur l'économie, et sur le moral de la population. Petit à petit, la production locale va remplacer les importations, et la situation va s'améliorer. En tout cas, ceux qui s'attendaient à un effondrement, vont être déçus.

Pas de signes d'effondrement

Avant la guerre, grâce aux exportations de ses ressources naturelles, la balance commerciale courante de la Russie était en excédent. Le surplus atterrissait dans les poches des amis qui achetaient maisons de luxe et yachts surdimensionnés dans tous les paradis du monde. Ni l'Etat, ni les entreprises amies ne sont menacées. En fait le surplus a augmenté puisque les importations ont baissé. Certes, les sanctions créent des problèmes pour le règlement des paiements et pour les placements à l'étranger, mais ce sont là des soucis de riches, pas les signes d'un effondrement. Maintenant que les Européens semblent décidés à réduire les importations de ressources naturelles, les choses vont se compliquer, sans toutefois produire un effondrement économique.

Les sanctions économiques sont vouées à être contournées. Il ne va pas manquer de pays et d'intermédiaires privés pour acheter ce dont les Occidentaux ne veulent plus. Ce sera pour leur consommation ou pour discrètement réexporter ce dont ils n'ont pas besoin. C'est bon pour les Occidentaux qui éviteront des pénuries. C'est bon pour les Russes, sauf qu'ils devront offrir de solides ristournes pour compenser les risques pris par leurs nouveaux clients (les sanctions dites secondaires qui visent ceux qui aident au contournement) et les coûts de transport improvisé. Autrement dit, la manne dont profite la Russie va s'étioler, sans disparaître. Le bon temps n'est pas fini, mais il sera nettement moins bon.

Une économie restée primitive

C'est à plus long terme que les choses vont se corser. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'économie russe est restée primitive. En dehors des matières premières, elle n'exporte pas grand-chose, sauf peut-être le chantage de ses pirates informatiques. Rien à voir avec la Chine qui a grimpé l'échelle de qualité et exporte désormais des produits de relativement haute technologie. Ce que la Russie n'a pas fait en trente ans, elle ne le fera pas dans les prochaines trente années, surtout si les sanctions bloquent les importations de produits intermédiaires, rendant impossible le développement de produits qui en dépendent, et presque tous les produits vont en dépendre de plus en plus. En se déglobalisant, elle va régresser. Le modèle, ici, est l'Argentine, qui a choisi au milieu du XXe siècle de s'isoler en produisant localement au lieu d'importer. Une grande puissance économique est devenue aujourd'hui un pays dit en voie de développement. Et si la lutte contre le changement climatique parvient à réduire l'extraction de pétrole et de gaz, on pourra alors envisager un véritable effondrement économique.